

LES GRÈVES MOLOTOV DE 1947 ET DE 1948 ET LES SCISSIONS SYNDICALES NATIONALE ET INTERNATIONALE

par

Pierre MONATTE.

(1)

NOUS VOULIONS DES GRÈVES (2)...

- Vous devez être content. Vous vouliez des grèves. Vous en avez.

- J'ai sans doute le caractère mal fait; je ne suis pas encore content. Je suis même plus mécontent que jamais. Cette fois, je ne m'y reconnais plus dans toutes ces grèves qui éclatent. Grèves pour protester contre le départ de Thorez du gouvernement. Grèves pour embêter Ramadier. Grèves pour faire plaisir à Moscou. Grèves pour embêter Washington. Grèves pour pousser à l'inflation et à la catastrophe financière. Grèves contre l'acceptation du plan Marshall. Grèves pour dégoûter les Américains d'adopter ce plan. Grèves sur consignes de Varsovie. Grèves pour coiffer les mouvements lancés par les opposants. Grèves pour amener ces opposants à faire les jaunes. Grèves pour jeter le discrédit sur l'arme de grève. Grèves pour en dégoûter les syndiqués. Tout cela est vraiment trop compliqué pour un vieux type comme moi, habitué aux grèves pour des revendications ouvrières.

Nous sommes nombreux à ne pas comprendre et à nous inquiéter. Un article de David Rousset, dans *Combat* du 21 octobre, intitulé: «*On ne peut pas jouer avec la grève*», me le fait penser. Cet article venait juste à la fin de la grève du métro et traduisait le malaise du moment.

On a voulu voir dans le déclenchement de cette grève tour à tour la main des socialistes, celle de de Gaulle, celle des stalinien. Il n'y avait au début que le désir d'une catégorie d'ouvriers de n'être pas lanternés plus longtemps et de faire reconnaître leur nouveau syndicat. Là-dessus, qu'est-ce qui n'est pas venu s'ajouter! Le syndicat C.G.T. aux mains des stalinien, n'a rien trouvé de mieux que de faire le jaune pendant trois jours, le samedi, le dimanche et le lundi, par esprit de boutique syndicale. A sa place, je sais bien ce que j'aurais fait, dès le samedi, surmontant la surprise et le dépit, et n'écoulant que l'intérêt ouvrier. Je serais entré dans la danse. Résultats certains: les revendications auraient été enlevées dès le soir même; les préventions entre ouvriers seraient tombées; la population parisienne n'aurait pas été empoisonnée pendant toute une semaine. Mais c'était trop simple et trop naturel pour nos stalinien. Il y avait là un beau chapitre à ajouter aux exploits de Verdun et de Nancy. On allait voir ce que le camarade Hénaff était capable de faire. On l'a vu et ce n'est beau d'aucune manière. Il voulait soulever les Parisien contre Ramadier. Il les a soulevés contre les syndicats et contre les grèves. Il faut avoir entendu les propos acidulés d'ouvriers eux-mêmes: «*Ça va aller mieux; la grève du métro va*

(1) Vues de mois en mois et décrites dans la «*Révolution prolétarienne*» (*).

(2) *La Révolution prolétarienne*, novembre 1947.

(*) Elles deviendront le neuvième chapitre de *Trois scissions syndicales*, Les Éditions ouvrières, 1958. (Note A.M.).

finir; celle des boulangers va commencer». Hénaff espérait des incidents entre grévistes et la police et la troupe, qui lui auraient permis d'appeler à la grève générale. On se demande encore comment cela ne s'est pas produit. A la faveur de pareils événements les élections municipales ne manqueraient pas d'être un feu d'artifice stalinien. Hélas! Le dimanche soir, la liste Hénaff était défaite au Pré Saint-Gervais. Ce n'était pas Thorez le triomphateur des élections; c'était de Gaulle. Ce n'était pas plus beau.

Frachon a éprouvé le besoin de «*mettre les pieds dans le plat*» (*Humanité* du 18 octobre). Il a dit avoir connu des «*syndicats jaunes, des syndicats de briseurs de grèves et aussi des hommes comme Clément*» (*), prenant à son compte la calomnie contre le syndicat autonome des conducteurs du métro.

Il a osé, lui secrétaire confédéral, réclamer le renvoi de Bois (**) de chez Renault. Il n'a pas rougi d'écrire ces lignes: «*La direction de l'usine voudrait bien se débarrasser de Bois parce qu'elle estime qu'il est à l'usine pour d'autres besognes que la construction d'automobiles, mais Bois reste chez Renault. Il a de solides appuis dans un ministère. Bois a constitué un de ces syndicats autonomes chers au brain-trust de Ramadier*».

Frachon ne se souvient plus des années 1920-21. Ne croyant pas au redressement de la C.G.T. il était partisan de la scission immédiate; il était alors trésorier de la *Confédération des Travailleurs industriels du monde* fondée à Marseille par Péricat. Il tenait à ce moment le rôle que tiennent aujourd'hui des hommes comme Bois et comme Clément. Qu'aurait-il pensé à l'époque si Jouhaux avait à son sujet mis les pieds dans le plat?

D'après Thorez, dans son grand rapport, l'arrêt des conducteurs du métro porte la marque américaine. Il est beaucoup plus vrai que ses agissements, à lui, ceux de Frachon et d'Hénaff, portent la marque russe.

Or, nous ne voulons, et l'ensemble des syndiqués le veut comme nous, ni de la marque russe ni de la marque américaine. Nous voulons la marque ouvrière tout simplement.

FILM RAPIDE (3)...

Que d'événements au cours de ce mois!

Mon dernier Carnet avait été écrit juste après la conférence de *Force Ouvrière* (4). Les débats passionnés et tumultueux du *Comité Confédéral National* devaient faire vite oublier la conférence de *Force Ouvrière*. On ne regardait plus en arrière. On regardait en avant; rendez-vous était pris pour le 19 décembre. Après une vaste consultation des syndiqués et des non-syndiqués, la C.G.T. se prononcerait alors sur un grand mouvement d'ensemble, dans un nouveau C.C.N. Les événements de Marseille ont eu vite fait à leur tour de bouleverser le scénario et de faire oublier la conférence de *Force Ouvrière*, C.C.N. de novembre et C.C.N. du 19 décembre. La grève générale de Marseille, après son arrêt des cheminots marseillais, allait entraîner la paralysie des chemins de fer en remontant le Rhône et faire déclencher la grève générale des cheminots, sur laquelle toute une série de grandes grèves allaient se brancher, grève des ports et docks, grève des métallurgistes de la région parisienne, grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Tout le grand jeu, quoi.

Cette fois, Ramadier n'a pas tenu. Il s'est affalé, liquéfié. Un cabinet Blum a été impossible. Guy

(*) Émile CLÉMENT, (1899-1974); conducteur de métro parisien; fut exclu de la C.G.T. en 1946 pour son opposition à la politisation communiste; fonda le syndicat autonome du métro. (*Note A.M.*).

(**) Pierre BOIS, (1922-2002); ouvrier spécialisé chez Renault; animateur de la grève de 1947, il fut le créateur du *Syndicat démocratique Renault*, qui disparut au début des années 50; communiste-trotskyiste de l'*Union communiste* (Voix ouvrière-Lutte ouvrière). (*Note A.M.*).

(3) *La Révolution prolétarienne*, décembre 1947.

(4) *Force Ouvrière*, alors simple groupement d'opposition.

Mollet y est peut-être pour quelque chose; en quoi il n'avait sûrement pas tort. Les socialistes ont suffisamment fait la besogne des autres. Mais c'est plutôt Depreux que Guy Mollet qui a fait écarter le cabinet Blum.

Le ministre de l'intérieur Depreux avait été trop mou à Marseille; il n'avait pas donné de consignes assez fermes; en fait il n'avait pas fait verser la grande flaque de sang attendue par les staliniens, mais aussi par nos bourgeois. Les partisans de la manière forte ont écarté ces socialistes qui refusaient de jouer les Noske. Et Schuman est venu. Un cabinet Schuman dont chacun escomptait hier l'échec et l'usure rapide aujourd'hui, un cabinet faisant l'interim avant l'entrée en scène du général de Gaulle.

La grève insurrectionnelle a fait long feu. Les vagues de grèves, se succédant par fédérations, ont rappelé 1920, mais n'ont pas mieux réussi. Le cœur n'y était pas plus en 1917.

Les grands mouvements ne se font pas sur commande. Le *Kominform* peut en être assuré. Il est vrai que nos staliniens peuvent s'estimer satisfaits. Ils le sont d'ailleurs. Le vin d'honneur offert par l'*Union parisienne des syndicats* au généralissime Frachon est là pour l'attester. On a fait mieux qu'à Verdun, Nancy et au Métro. La deuxième grande opération avec ses grèves générales de grands centres, Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Béziers, Nice, et d'industries maîtresses, chemins de fer, ports et docks, mines, métallurgie marque un développement de l'action. La prochaine fois on fera mieux encore. Jamais deux sans trois d'ailleurs. Le camarade Hénaff est ulcéré que Paris ne soit pas en flèche. La prochaine fois, on opérera face non à un hôtel de ville provincial ou à une préfecture, mais face au pouvoir central. Et l'on verra ce que l'on verra.

LES CONSIGNES DU KOMINFORM (5)...

Les événements de Marseille ont gagné toute la France. Une manifestation contre l'augmentation du prix des tickets de tramway entraîne des arrestations. La protestation contre ces arrestations amène la foule à envahir hôtel de ville, palais de justice, et à rendre visite aux cafés chics. Coups de feu. Un mort. Grève générale locale. Arrêt des chemins de fer, localement, régionalement, nationalement. La C.G.T. lance toute une série de vagues de grèves.

La cause première de ces mouvements, l'augmentation des tramways de Marseille, son exploitation contre la nouvelle municipalité gaulliste, est parfaitement naturelle. Il faut même dire qu'on n'y était pas allé avec le dos de la cuiller en fait d'augmentation. A force de reculer les échéances il arrive un moment, il est vrai, où les solutions moyennes sont impossibles. Mais l'utilisation du mécontentement au fur et à mesure qu'il s'est grossi jusqu'à devenir une tempête de colère a été trop savante pour ne pas devoir quelque chose à l'art de la stratégie.

Il fallait devant la conférence de Londres montrer la faiblesse du gouvernement français et la puissance en France du parti russe. Il fallait ruiner le plan Marshall, amener la France à le refuser ou l'Amérique à le retirer. Il fallait créer une crise politique insoluble; Ramadier parti, rendre impossible un cabinet Blum ou même un cabinet Schuman. Et par là-dessus pousser à l'inflation et à la catastrophe financière.

Que visait-on par la grève générale? Ramener un cabinet à participation stalinienne, docile à Moscou? C'est possible, mais peu probable. Faire chanter le gouvernement par la menace de guerre civile? Même ébranler si fort le régime qu'il suffise de peu pour l'abattre? Le caractère politique de la grève générale n'a fait de doute pour personne. Mais il était non moins clair que ce n'était pas la révolution, mais l'instauration du totalitarisme stalinien qui était en marche.

Libre à nos trotskistes d'aider au triomphe du stalinisme. Qu'ils s'en expliquent entre eux. Mais nous ne pratiquons pas la politique de Gribouille. Nous sommes pour la guerre civile aboutissant à la libération des travailleurs, nous ne sommes pas les dupes et les complices du fascisme rouge.

(5) *La Révolution prolétarienne*, décembre 1947.

C'est en vertu de ces sentiments que les cheminots et les postiers syndicalistes ont offert une telle résistance, que chez les mineurs, les métallurgistes, les dockers, même là où nos camarades ont suivi le mouvement, il n'y a pas eu le grand élan des jours d'espoir.

Le temps n'est plus des espérances soulevées par l'internationale communiste. Les soviets partout!

La belle période de l'internationale communiste fut courte. Cinq à six ans tout au plus. Encore ne fut-elle jamais une véritable Internationale. Les Russes, soulevés par la Révolution, dominaient de si haut toutes les autres sections, qu'ils furent toujours seuls à parler, et les autres à écouter. Le jour où Lénine mort, les soviets mis au rancart, les difficultés s'accumulant, l'État russe se forgeant, l'internationale communiste perdit son caractère originel; elle devint peu à peu un simple instrument politique de l'État russe, une véritable cinquième colonne.

On pouvait annoncer sa dissolution au cours de la guerre. Il y avait beau temps que l'internationale communiste avait cessé de vivre. Elle était morte avec le socialisme en Russie. Ce qui l'avait remplacée, ses sections dans chaque pays, continuerait à être animé par les ambassades russes. Nul besoin de le crier sur les toits. Jusqu'au jour où la Russie, non la Russie des soviets, mais la Russie tout court, la Russie de Staline, a voulu frapper un grand coup et signifier à l'Amérique qu'une nouvelle phase de leur lutte commençait. Ça a été la conférence de Varsovie, la formation du Kominform. La Russie n'avait pas assez de ses États satellites; il lui fallait des partis satellites. Au premier rang, ceux de France et d'Italie.

De là les consignes de Varsovie, la mobilisation insurrectionnelle en France et en Italie.

Pour la révolution prolétarienne de France et d'Italie? Allons donc. Pour le service du totalitarisme russe. Pour le service du nouveau tsar rouge.

ARTISANS DE LA SCISSION (6)...

Allons-nous voir prochainement la scission dans la C.G.T.? Scission ou déchirure.

Parmi les sous-produits du dernier mouvement, Frachon a, sans aucun doute, voulu coiffer la minorité de *Force Ouvrière* du bonnet des jaunes. Le dernier C.C.N. avait montré que Jouhaux et Bothereau en avaient assez; de là à leur sortie, il n'y avait plus loin. Sans attendre ce moment. Frachon s'est ingénié à les mettre avant en posture de briseurs de grève. Jouhaux pourrait ensuite s'en aller. Tous les hurleurs de Staline lui crieraient à la chienlit. Se joindraient aux hurleurs les camarades trotskistes, traitant, eux, Jouhaux de jaune et Frachon de freineur. Pour un freineur, Frachon ne paraît pas avoir trop mal opéré. Même s'il a feint parfois d'exécuter les consignes sans entrain. Ce n'est pas sur la mine mais aux actes qu'il faut juger le joueur. Le Kominform n'a pas le droit d'être mécontent.

La déchirure avait déjà bien commencé dans deux corporations comme les Postiers et les Cheminots. L'un des résultats les plus certains des derniers événements sera d'avoir donné un rude élan aux deux jeunes Fédérations syndicalistes des Postiers et des Cheminots.

On comprendrait mal que l'opposition syndicale groupée autour du *Combat syndical des P.T.T.* et qui avait poursuivi son effort au sein de la *Fédération postale* confédérée, mais vient d'en démissionner, ne rejoigne pas la *Fédération syndicaliste* dont Mourguès est le secrétaire. Non plus que les postiers de *Force Ouvrière*. Non plus que le *Syndicat des agents des P.T.T.* reconstitué par Digat et quelques vieux militants postiers. Ces derniers reprochaient à la *Fédération syndicaliste* de n'avoir pas constitué qu'un seul organisme pour les agents et de les avoir scindés en quatre organisations alors que pour les ouvriers et les employés elle maintenait un seul syndicat national. C'est là un grief peut-être sérieux mais nullement insurmontable. Je crains davantage l'hésitation de certains camarades; pour ne pas essuyer l'épithète de briseurs de grève ou d'associés des briseurs de grève, tomberont-ils du côté des stalinien? Ils oublieraient en ce cas que les stalinien sont les pires briseurs de grève, eux qui ont brisé

(6) *La Révolution prolétarienne*, décembre 1947.

cette arme entre les mains des ouvriers russes et qui prétendaient, il n'y a pas si longtemps, qu'ici la grève est l'arme des trusts.

Même nécessité de rassemblement chez les Cheminots. Si Ouradou et Clerc n'ont pas l'intelligence de faire rallier par les cheminots de Force Ouvrière la *Fédération syndicaliste des cheminots* fondée l'autre dimanche, et dont Mehudin, Laurent, Lafond et Bodeau sont les animateurs, ils courent le grand risque de voir leurs éléments y aller sans eux. J'ai passé quelques heures au congrès constitutif de l'autre dimanche. Parmi les choses qui m'ont frappé, le nombre de jeunes présents dans la salle, un bon tiers, et pas les moins intéressants dans les débats. Une génération de jeunes se lève chez les cheminots, cela ne fait pas de doute. A côté d'eux, pas mal d'anciens, parmi les meilleurs des luttes de 1920, et de moins anciens encore pleins d'allant.

Tout ce que je me permettrai de dire aux militants de la *Fédération syndicaliste des Cheminots*, c'est de les mettre en garde contre une réaction peut-être naturelle mais dangereuse. Par réaction contre la phraséologie révolutionnaire de Tournemaine, qu'ils ne se rejettent pas vers le corporatisme. Qu'ils aient l'ambition de défendre les revendications des cheminots plus sérieusement que la Fédération stalinienne, c'est un sentiment légitime et louable. Mais qu'ils ne s'en tiennent pas là. Qu'ils aient aussi l'ambition de faire jouer aux cheminots leur rôle révolutionnaire, pour la véritable révolution, non pour l'instauration en France du totalitarisme russe, du fascisme rouge. Qu'ils ne comptent pas exclusivement sur le nombre. C'est bien d'avoir la masse. Ce n'est pas suffisant. Ils connaissent comme moi, j'imagine, ces faits qui se sont passés dans un dépôt de cheminots de la banlieue parisienne. Au vote secret, 165 ouvriers se prononcent contre la grève, seulement 15 pour. Mais les 15, sitôt le vote terminé, se constituent en piquet de grève et immobilisent le dépôt. Les 165 ont accepté passivement. Que nos camarades de la *Fédération syndicaliste des cheminots* apprennent aux 165 à avoir autant de cran que les 15 et il y aura quelque chose de changé.

D'autres *Comités d'action syndicaliste* se sont formés qui ne vont pas tarder à se transformer en fédérations, notamment chez les mineurs, dans les métaux, dans les services publics. Le mouvement de ces Comités, parallèle à celui de *Force Ouvrière*, constitué généralement d'éléments qui s'en sont détachés lui reprochant son manque de vigueur, entraîne tous les éléments minoritaires et oblige *Force Ouvrière* à presser le pas.

De leur côté, les staliniens de la C.G.T. ne vont pas manquer de régler le conflit qui s'est définitivement aggravé entre eux et *Force Ouvrière*. Ils ont reporté le C.C.N. qui devait se réunir le 19 décembre. Son premier ordre du jour était périmé, évidemment. Un autre s'imposait: la leçon à tirer du mouvement qui vient de finir. Ce n'est pas au sein d'une commission exécutive que le débat peut se limiter. Frachon veut sans doute gagner du temps. Peut-être reporter le débat après la prise des cartes confédérales pour l'année 1948. Malice assez grossière.

Sous sa signature, suivie de son titre de secrétaire général de la C.G.T., dans *l'Humanité* du 28 novembre, Frachon a écrit de *Force Ouvrière*: «*En termes clairs, un groupement qui agit de la sorte ne saurait avoir rien de commun avec le mouvement syndical traditionnel. Tous les travailleurs le considéreront comme une entreprise de trahison et de briseurs de grève*».

Rien de commun. C'est la rupture, c'est la scission annoncée publiquement par Frachon lui-même. Il peut vouloir gagner quelques semaines maintenant. Il ne veut certainement pas revenir en arrière.

Jouhaux s'y prêterait-il - rien n'indique qu'il le veuille - resterait à savoir ce que désirent faire les militants de base de *Force Ouvrière*. Un fort courant s'était affirmé lors de la première conférence nationale. A la deuxième, le courant sera beaucoup plus puissant. Sans attendre, les éléments de Valenciennes et de Maubeuge ont annoncé la constitution de nouveaux syndicats, et même de nouvelles unions locales. Les éléments de Lille et de Roubaix ne semblent pas loin de cette position. Ceux du Pas-de-Calais non plus. D'autres régions, comme la Loire, pensent de même. Leur poids risque de faire pencher vers la scission immédiate la conférence qui va se réunir ces jours-ci.

Frachon aura été l'artisan habile de la scission. Il pourra se frotter les mains et retrousser les manches.

LE CARNET DU SAUVAGE (7)...

Les événements ont continué à aller vite. Entre le moment où j'avais écrit mon dernier *Carnet* et la sortie du numéro, la scission était devenue un fait. Mais dans les syndicats, a-t-on le sentiment de cette rapidité? On continue à parler comme on le faisait hier, sans voir que la situation s'est profondément modifiée. On ne semble pas davantage en mesurer la gravité. Du côté réformiste comme du côté révolutionnaire. On en a vu d'autres. Pourquoi se frapper? Tout finira par s'arranger. On ne demande qu'à s'adapter aux nouvelles nécessités.

Des camarades, comme Sancier, du *Bijou*, et il n'est pas seul, semblent devoir rester avec les stalinien. D'autres, avec *Front ouvrier*, parlent de scission criminelle et recherchent les moyens de maintenir l'unité; ils réunissent à cet effet un congrès pour le 1^{er} février. D'autres, particulièrement dans le *Livre* et dans l'*Enseignement*, font campagne pour l'autonomie.

Enfin, du côté des dirigeants de *Force Ouvrière* on agit comme si l'on voulait reconstituer une C.G.T. réformiste bien à soi, où l'on pourrait voter tranquillement.

On ne semble pas voir qu'avant trois mois, les stalinien, doux comme des agneaux aujourd'hui, lanceront les syndicats dans une troisième aventure plus grave que les deux précédentes et probablement décisive. Il faudrait qu'avant cette nouvelle tentative, sans perdre une minute, sans se laisser détourner du but, la C.G.T. nouvelle fût assise solidement. Ses Fédérations, ses Unions départementales, ses milliers de syndicats animés par tous les militants, réformistes et révolutionnaires, qui sentent le danger?

On ne voit pas que nous sommes dans une situation historique exceptionnelle. On ne le voit pas, parce qu'on ne regarde pas avec des yeux de syndicaliste mais avec des yeux de simple corporatiste; parce qu'on regarde les événements avec une certaine surprise, même quelque inquiétude, mais sans véritable sentiment révolutionnaire.

TEXCIER N'AVAIT PAS TORT (8)...

De divers côtés, on m'a demandé si Jean Texcier n'avait pas eu tort d'écrire, dans son éditorial de «*Combat*» du 28 décembre, que j'étais disposé à entrer dans la C.G.T.-F.O.

«*Alors que les communistes se consolent entre eux, rue Lafayette, Jouhaux le vétéran va retrouver le vieux Monatte... Bonne chance à ceux de la rue Mademoiselle, qui retrouvent tout naturellement les anciens de la Grange-aux-Belles.*».

Texcier avait raison. Il n'avait pas eu besoin de me voir, ni d'interroger Jouhaux. Il lui avait suffi de lire mon dernier *Carnet*. J'y disais que ce serait une faute pour les syndicalistes révolutionnaires de ne pas se jeter à corps perdu dans le mouvement. Cela ne pouvait pas signifier autre chose que se jeter aux côtés de *Force Ouvrière*, de ses jeunes militants de base comme de ses vieux cadres. Je le pense toujours, sans me demander si les syndicalistes révolutionnaires y seront bien reçus. Mais il n'est pas toujours facile d'aller où l'on voudrait, où l'on devrait aller. J'appartiens à un syndicat, à une Fédération et finalement j'irai où ira ma Fédération. En tout cas, je serai de ceux qui demanderont à la *Fédération du Livre* de rallier tout de suite la nouvelle Centrale, quitte à la suivre dans l'autonomie si la majorité des fédérés en décide ainsi.

Un camarade, qui croit que tous nos malheurs proviennent du politico-syndicalisme et pour qui F.O. n'est qu'un paravent du parti socialiste, me crie gare: «*Tu vas te porter garant que F.O. n'est pas un instrument aux mains du parti socialiste..., répondre de sa blanche hermine..., permettre que d'autres après Texcier puissent déclarer: "On ne va tout de même pas me dire que Monatte, le libertaire, est aux ordres du parti socialiste et qu'il est disposé à se mettre aux ordres du gouvernement"*».

Moi aussi, comme Texcier, je crois que la nouvelle Centrale ne doit pas être un instrument aux mains du parti socialiste et que celui-ci le voudrait-il il ne le pourrait pas.

Je me porte garant seulement d'une chose, c'est que si nous entrons à F.O. nous ferons tout pour que l'indépendance du syndicalisme à l'égard du parti socialiste, soit vraiment respectée. Ce sera moins difficile à obtenir là que dans la maison d'en face à l'égard du parti stalinien.

Moins difficile pour trente-six raisons, dont la première tient à ce que le parti socialiste n'a pas de directives précises à proposer ou à imposer aux syndicats. Un parti qui va de Vincent Auriol à Marceau Pivert n'est pas tellement sûr de sa route pour qu'il ait grande force pour l'imposer aux autres.

Certes, on ne peut pas méconnaître la part importante que les ouvriers socialistes ont prise dans l'action des groupes de base de *Force Ouvrière* et des *Comités d'Action syndicaliste*. Dans beaucoup de cas on trouve derrière eux les groupes d'entreprise socialistes. C'est un fait qu'il faut constater et dont il faut tenir compte. Nous devons nous réjouir que les ouvriers socialistes aient cessé d'être passifs et qu'ils aient manifesté enfin une certaine activité. Parmi eux, il en est pas mal qui ont passé par le parti stalinien et qui en sont revenus vaccinés. Il en est beaucoup de jeunes pour qui les formules de lutte de classes et d'internationalisme ne sont pas lettre morte. J'ai confiance, beaucoup de syndiqués socialistes seront avec nous pour demander une C.G.T. lutte de classes ne sacrifiant pas trop au bureaucratisme.

Des camarades se figurent que les syndicats doivent être automatiquement aux syndicalistes; qu'ils l'ont été dans le passé et qu'ils doivent le redevenir. C'est un droit, disent-ils, qu'on a laissé prescrire.

Où ont-ils vu ça? Les syndicats sont aux syndiqués. Ils ne sont de droit à aucune tendance, pas plus à la notre, les syndicalistes révolutionnaires, qu'aux autres. Ils sont à qui les mérite, à qui les gagne, parfois à qui escroque leur confiance, mais, dans ce dernier cas pas pour longtemps. Les syndicalistes devraient plus facilement, plus sûrement gagner cette confiance, eux qui mettent toutes leurs espérances dans les syndicats, eux qui ne partagent pas leur effort et devraient le porter tout entier sur le groupement essentiel qu'est pour eux le syndicat. Ils devraient... mais faisons-nous vraiment ce qu'il faudrait, ce que nos conceptions commandent?

Une occasion merveilleuse nous est donnée de faire œuvre utile, d'aider à construire rapidement une C.G.T. habitable pour tous, une C.G.T. capable d'orienter la classe ouvrière vers son émancipation véritable. La laisserons-nous passer?

J'avais pensé un moment à réunir une dizaine de camarades et à examiner avec eux si une déclaration montrant pourquoi nous entrons dans la nouvelle Centrale et ce que nous en attendons ne s'imposait pas. J'ai dû y renoncer. Même parmi des camarades qui se disent révolutionnaires, il en est qui veulent dormir dans la nouvelle C.G.T. comme ils dormaient hier dans la vieille. Je suis peut-être dur, mettons qu'ils veulent se borner à ne faire que du travail corporatif. D'autres, et c'est plus triste, s'imaginent qu'il faut laisser aux hommes des sommets syndicaux le soin de rallier les adhérents à la nouvelle C.G.T. Qu'on ne vienne pas gêner les grands bergers avec des histoires révolutionnaires de correcteurs et d'instituteurs. D'autres se refusent à prendre parti dans ce qu'ils appellent un conflit entre V.O. et F.O. D'autres enfin ne voient de solution que dans l'autonomie.

J'ai remisé mon projet de déclaration. Il le fallait d'autant plus que moi-même j'aurais bonne mine à préconiser bruyamment l'entrée à F.O. alors que je suivrai mon syndicat probablement à l'autonomie.

N'empêche, Texcier n'a pas eu tort d'écrire ce qu'il a écrit. Je continue à penser que c'est à F.O. qu'il faut aller. Ceux de nos camarades qui ne le voient pas aujourd'hui le verront certainement un jour prochain; mais il sera trop tard, ils auront raté l'occasion de donner un grand élan au syndicalisme.

FRACHON OU L'AGNEAU STALINIEN (9)...

Décidément la tactique stalinienne est infiniment souple. Frachon n'avait pas plutôt terminé le grand air tragique «*Rien de commun... Trahison... Briseurs de grève...*» qu'il s'est mis à moduler une chanson mélancolique: Pourquoi quitter cette maison si douce, si calme?

Les chefs de *Force Ouvrière* partis, il faut essayer de garder le plus possible de leurs troupes. Il faut surtout empêcher les autres bataillons de s'interroger. La scission est venue brusquement, avant que les syndiqués, syndicat par syndicat, du haut en bas de la C.G.T. aient compris ce qui venait de se passer. Un garçon habituellement intelligent m'a dit: «*Tout est suspect dans cette scission*». Je n'ai pu lui répondre que ceci: «Vraiment, ce n'est pas plutôt le mouvement de novembre-décembre qui est suspect?

Nos staliniens se font tout plein gentils; ils se donnent comme les plus purs champions de l'unité syndicale, de la démocratie dans les syndicats; ils n'ont en tête que le souci des revendications corporatives. Faites le calcul de ce qu'ils ont obligé le gouvernement à accorder. On ne s'est pas battu en vain en novembre-décembre. Et l'on remettra ça si la vie monte. On réclamera l'échelle mobile qu'on avait tant honnie. On verra comme ils défendront la classe ouvrière.

Ce sont des malveillants et des méchants qui osent dire que les revendications ouvrières sont le cadet de leurs soucis et qu'ils n'ont qu'une pensée: créer dans le pays une situation telle que leur dictature s'imposera. En un temps, par l'inflation et la catastrophe financière. Ou en deux temps, par la poussée au pouvoir de de Gaulle. Nous sommes de ces malveillants et nous constatons avec plaisir que nous ne sommes pas seuls à dire que les staliniens veulent amener de Gaulle au pouvoir. *Masses* de janvier le dit à son tour.

Peut-on craindre de tel agneaux? Évidemment d'ici de là on parle en sourdine de traîtres et de briseurs de grève.

Arrachard dénonce les scissionnistes de *Force Ouvrière* comme «*parlant et agissant au nom du dollar américain*». Mais ce n'est pas cela qu'on crie le plus fort. On le reprendra demain.

Aujourd'hui, on laisse de préférence la parole aux hommes comme Saillant. Malheureusement pour ceux qui l'utilisent, Saillant ne trompe plus personne. Il a trop fait à la *Fédération Syndicale Mondiale* la besogne de staliniens. On est plus étonné de la présence à ses côtés d'Ehni, de Le Léap, de Jayat, de Forgues surtout. A la réflexion, on se dit que c'est là une séquelle de la *Résistance*. C'est elle qui a installé Ehni dans le fauteuil de la *Fédération du Livre*, fauteuil libre du fait de la mort de Liochon. C'est à cause d'elle que Jayat a accepté la succession de Capocci à la présidence de la fameuse commission gouvernementale d'épuration syndicale, fonction qu'aucun militant resté syndicaliste n'aurait acceptée. Plus que tout, ces attitudes montrent combien «*vieux confédérés*» et staliniens s'étaient liés, de pensée et autrement. Au moment de la séparation il en reste pas mal de l'autre côté. Le cas le plus caractéristique, c'est évidemment celui de Forgues, regardé jusqu'ici comme une ombre de Jouhaux. On lui a offert la succession du général. Il n'a pas eu le geste instinctif de refuser. Il a demandé à réfléchir. Au terme de sa réflexion, il n'a tout de même pas osé accepter ce secrétariat général, qui est revenu alors à Le Léap, mais il est resté avec les staliniens, avec qui d'ailleurs, il faisait assez bon ménage. Qu'en diront les syndiqués de Toulouse? C'est ce qu'on verra. Comme on verra probablement Le Léap liquidé par le *Syndicat des contributions directes*, son propre syndicat, et par les organisations de fonctionnaires.

Pendant combien de semaines ou de mois Frachon fera t-il l'agneau ? Pas très longtemps, on peut en être sûr. Cela ne dépend ni de lui ni du Comité confédéral. Cela dépend du Kominform et des besoins de la Russie dans sa lutte contre l'Amérique.

Une C.G.T. définitivement stalinisée sera davantage maîtresse de ses mouvements.

LA NOUVELLE C.G.T. (10)...

Il faudrait faire vite pour dresser la nouvelle C.G.T. Le temps presse. Non seulement la troisième tentative insurrectionnelle stalinienne, mais le danger de guerre, mais le danger de Gaulle. Malheureusement deux conceptions semblent s'affronter.

D'après l'une, la nouvelle Confédération ne doit être rien d'autre que le morceau réformiste de la C.G.T. qui vient de se détacher. La situation est la même qu'en 1922. On recommencera ce qu'on a fait alors et l'on espère réussir de même. Ce n'est pas sans intention que ces jours-ci Bothereau a parlé de la tradition du plan de 1918 et Jouhaux de la communauté française de 1940.

D'après l'autre conception, il s'agit de faire une maison nouvelle avec tous les matériaux disponibles, avec tous les courants syndicaux qui sentent le besoin de se rassembler et de se renforcer mutuellement. Une maison adaptée aux besoins présents, ceux de la lutte journalière comme ceux de la révolution qui vient sur nous. Ce n'est pas avec le jusqu'aboutisme de 1918 ni avec le collaborationnisme de 1940 qu'il faut renouer, mais avec la véritable tradition syndicaliste française, celle de la C.G.T. d'avant 1914.

Évidemment, c'est en vertu de la première conception que le groupe central de *Force Ouvrière* s'est regardé comme le bureau et la commission administrative de la nouvelle C.G.T. et qu'il y a mis son enseigne. *Force Ouvrière*, cela sonne bien, ne discutons pas, disent quelques camarades. Cela ne sonne pas mal en effet, cependant discutons tout de même. Le bureau de l'*Union des Cercles syndicalistes (l'U.C.E.S.)* a dit, à mon avis, ce qu'il fallait dire:

«Il regrette la décision prise par le groupe central de Force Ouvrière de se considérer comme la commission administrative de la centrale en construction, cette décision restreignant singulièrement les contours de la nouvelle organisation, en tendant à écarter des tâches responsables de la reconstruction syndicale ceux des syndicalistes qui ont les premiers engagé une lutte conséquente pour la liberté et la démocratie syndicales».

Depuis, le groupe central de *Force Ouvrière* s'est adjoint trois militants des organisations autonomes. Trois sur une vingtaine, c'est peu. Surtout quand il n'y a personne de la *Fédération syndicaliste des Postiers* ni des syndicats autonomes du Métro.

Il paraît qu'on prévoit un sixième secrétaire confédéral, venu des autonomes. Lucot ou Lafond. C'est peu et marqué de trop de réserve.

Encore tout cela n'est-il rien à côté du fait qu'au bout d'un mois l'accord n'est toujours pas réalisé entre les deux *Fédérations syndicalistes des Postiers* et des *Cheminots* et les éléments de *Force Ouvrière*. La *Fédération des Postiers*, sans attendre, était allée frapper à la porte de *Force Ouvrière*. - *Attendez un peu, lui a-t-on dit; vous entrerez quand nous aurons mis sur pied notre propre Fédération. Alors nous pourrons procéder à une fusion, dont nous vous dirons les conditions».*

On a dit à peu près la même chose à la *Fédération syndicaliste des Cheminots*, et sur un ton qu'Ouraudou et Clerc auraient pu teinter d'un peu plus de camaraderie.

Si le groupe central de *Force Ouvrière* avait eu vraiment le souci de constituer vite deux solides Fédérations de Postiers et de Cheminots, ce n'est pas ainsi qu'il aurait procédé. Au lieu de perdre un mois et plus - et quel mois! - il aurait, dès le premier jour, réuni les militants de la Fédération syndicaliste et ceux des groupes de F.O. sous la présidence d'un de ses gros bonnets, et leur aurait dit: *«Vous ne sortirez pas de cette réunion avant de vous être mis d'accord et d'avoir établi un bureau provisoire prêt à faire le grand rassemblement, dans votre corporation. Deux Fédérations en haut, deux syndicats à la base, c'est vouloir que les syndiqués ne sachent ou adhérer. La pagaille dans une période pareille serait une faute impardonnable».*

Cette faute, on l'a commise de gaîté de cœur. Je suppose qu'on avait ses raisons à *Force Ouvrière*.

De fortes raisons sans doute. On tient à avoir sa C.G.T. réformiste et non la C.G.T. réformiste et révolutionnaire des syndiqués de tous les courants.

Je répéterai tant qu'il faudra qu'une C.G.T. réformiste ne tiendra pas le coup devant les staliniens, encore moins devant les événements. Ce n'est pas une C.G.T. réformiste, une C.G.T. socialiste, une C.G.T. gouvernementale, une C.G.T. où domineront les fonctionnaires, qu'il faut construire. C'est une C.G.T. lutte de classes, où réformistes et révolutionnaire pourront travailler sans se donner trop de crocs-en-jambe. Elle sera mise à l'épreuve avant trois mois.

GRABUGE OU OURAGAN? (11)...

Frachon continue, à faire l'agneau stalinien. Il est tout à fait dans son rôle. Et ça prend admirablement. C'est curieux comme les gens d'aujourd'hui oublient ce qu'ils ont vu hier et vont les yeux fermés et la cervelle endormie vers ce qui les attend demain.

Notre secrétaire général de la C.G.T. stalinienne a publié une grande étude sur les grèves de novembre-décembre dans la revue *Servir la France* de janvier; drôle de titre, doublement cocasse, pour une revue syndicalo-stalinienne. Tartuffe n'aurait pas trouvé mieux.

D'après cette longue étude, il faut être le dernier des sots, le plus fieffé des hypocrites, ou bien un filou dévoué corps et âme à l'impérialisme yankee, pour chercher des causes mystérieuses à cette vague de grèves.

Domage que Frachon dise tout cela après que Molotov - Molotov en personne - ait fait à Bevin et à M. Bidault les déclarations que Bevin a rapportées à la *Chambre des Communes* le 22 janvier.

D'après *Le Populaire* du 23, Molotov a menacé la Grande-Bretagne et la France de «*grabuge si nos deux pays s'engageaient sur la voie du plan de reconstruction européenne*».

D'après *Le Monde* du 24, Bevin aurait déclaré: «*A Paris, M. Molotov nous a averti que si nous continuions avec la France à poursuivre la réalisation du plan Marshall nous irions au-devant de l'ouragan. J'ai répondu que la Grande-Bretagne était habituée aux menaces et qu'elle y ferait face*».

Ainsi *Le Populaire* parle de grabuge tandis que *Le Monde* parle d'ouragan. Lequel des deux journaux rend exactement la pensée de Molotov? Ne nous cassons pas la tête. Admettons ce qui paraît vraisemblable: cela commencera par du grabuge et cela ira jusqu'à l'ouragan.

Nous avons eu déjà plusieurs scènes de grabuge très savamment orchestrées et allant crescendo. La première remonte déjà assez loin. Au congrès confédéral d'avril 1946. Frachon avait tenu ferme sur le blocage des salaires. Au début juin, brusque revendication générale des salaires de 25%. Entre temps, fin mai, il y avait eu la signature à Washington par Léon Blum d'un accord financier franco-américain. La dernière scène de grabuge est formée par les grèves de novembre-décembre. *Le Libertaire* avait trouvé le mot juste en parlant de «*grèves Molotov*». Cette scène suivait de peu la grande opération, sur les péniches de sucre dirigées vers l'Allemagne, avec les exploits de Verdun et de Nancy.

De quoi sera faite la prochaine?

Car il ne faut pas douter qu'il y en aura une prochaine. Et même une toute prochaine. Le ton monte dans la presse stalinienne. Frachon quittera bientôt sa pelisse d'agneau: il réentonnera ses chants de guerre.

Quel sera le terrain d'opérations? Il n'y a, dans le malaise général, que l'embarras du choix. Il semble cependant qu'on prépare particulièrement les usines nationalisées, celles d'aviation en particulier.

Dans son étude de *Servir la France* - encore une fois quel titre à se payer la tête des gens! - Frachon déclare que les nationalisations sont à reconquérir.

Si l'on veut vraiment les reconquérir, la première chose qui s'impose, c'est d'abord d'en dresser le bilan, de montrer comment elles ont été faites et mal faites comment elles ont été mal gérées, pourquoi et par qui? Pénible mais utile confession! Si c'est pour introduire dans la ruche un nouvel essaim affamé, merci bien.

En ces temps de commémoration du centenaire de 1848, on ne peut s'empêcher de penser aux ateliers nationaux et aux journées de Juin. Les usines nationalisées, qui n'ont pourtant pas grand-chose de commun avec les fameux ateliers nationaux, sont-elles vouées au même sort et délibérément entraînées vers des journées de juin 1948? Les hommes qui ont si bien obéi déjà aux ordres de Molotov, et si expertement organisé le grabuge, en utilisant les revendications ouvrières et la puissance confédérale, n'hésiteront pas on peut en être sûr, à déchaîner l'ouragan quand l'ordre leur en sera donné.

Et soyez tranquilles, l'opération faite, ils sauront aussi bien que M. de Falloux prendre leur air le plus benoît et demander comment de pareilles journées ont pu se produire.

POURQUOI MINIMISER LES CAUSES DE LA SCISSION? (12)...

Des diverses déclarations que Jouhaux a faites ces temps derniers, notamment dans son interview de *l'Intransigeant* du 14 janvier, il se dégage comme un effort de minimiser les causes de la scission.

Quand le rédacteur de *l'Intransigeant* lui demande s'il ratifie le jugement porté par M. Robert Schuman sur les soubresauts sociaux de novembre-décembre qualifiés de grève insurrectionnelle, Jouhaux esquivé la question. On comprend qu'il n'ait pas voulu faire chorus avec Schuman. Mais il lui était facile de séparer son point de vue de celui du chef du gouvernement. Après avoir dit que Schuman avait parlé en homme politique qui envisage les événements sous un certain angle, il aurait pu parler, lui, en militant syndical.

Or qu'a-t-il dit? *«S'il y a eu exploitation politique des grèves, il ne faut pas oublier qu'elle n'aurait pu avoir lieu sans le mécontentement général. Pour maintenir l'ordre social il faut d'abord donner aux travailleurs des conditions de vie plus décentes»*. Jouhaux ne doute évidemment pas qu'il y ait eu exploitation politique des grèves. Mais il n'est pas loin de l'admettre du fait du mécontentement général. Comme le mécontentement n'est pas près de finir, comme les conditions de vie plus décentes sont encore éloignées, les stalinien·s n'ont pas besoin de se gêner. Ils peuvent continuer leur exploitation politique des grèves. Il y a vingt-cinq ans, contre les communistes d'alors et contre Lénine, à la seule ombre d'une exploitation politique des grèves dans un but révolutionnaire, Jouhaux employait un langage autrement vif. Aujourd'hui devant la politisation des grèves dans l'intérêt de la politique impérialiste de l'État russe, il y met des formes. Il est poli avec Staline, ça, c'est autre chose qu'un Lénine ou qu'un Trotsky.

Jouhaux ne se représente pas exactement ce que sont les stalinien·s. Il s'abuse sur leurs méthodes et sur leurs conceptions. Dans la même interview il parle du danger fasciste que représente de Gaulle. En bon quarante-huitard il voit facilement la réaction qui vient de droite habillée en général. Mais, il est incapable de voir que débouche sur la gauche un fascisme aussi dangereux. Il ne se fait sans doute pas à l'idée que le fascisme peut aussi bien être incarné par Thorez et Frachon que par de Gaulle.

De là qu'il ne comprenne pas le sens exact des grèves de novembre-décembre; qu'il se laisse abuser par la savante stratégie de nos stalinien·s; qu'il ne mesure pas tout le danger représenté par une C.G.T. complètement aux mains des hommes à tout faire de Staline et de Molotov.

Ne comprenant pas, il est tout naturellement amené à minimiser les causes de la scission.

(12) *La Révolution prolétarienne*, février 1948.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que la lutte soit menée mollement et que la construction de la C.G.T. nouvelle se poursuive sans beaucoup d'élan ou de passion.

UNE C.G.T. SEULEMENT RÉFORMISTE? (13)...

Force Ouvrière a publié déjà plusieurs manifestes. Je ne sais pas s'ils ont été attirants pour beaucoup de syndiqués. Ils ont en tout cas défrisé pas mal de militants. Pourquoi mettre l'enseigne réformiste avec tant de hâte. Pour marquer que la maison est à une tendance et que les arrivants ne puissent dire demain qu'ils l'avaient ignoré.

Les intérêts de la classe ouvrière, dit-on, sont liés à ceux de la Nation tout entière. Entend-on par là que les intérêts de la classe ouvrière sont liés aux intérêts des autres classes qui forment la Nation? Il n'y paraît guère dans la pratique journalière.

La C.G.T.-F.O. donne son adhésion au plan Monnet, garantie de l'indépendance nationale et condition de la prospérité du pays. La vieille maison lui avait, je sais bien, déjà donné mieux que son adhésion. Elle avait des Arrachard dans toutes les commissions du plan. S'il n'y a pas moyen de ne pas y aller, la nouvelle C.G.T. n'aurait peut-être pas mal fait de réétudier la question, afin de donner un mandat précis à ses représentants.

Si j'en crois ce qu'a dit récemment Bothereau, le syndicalisme a tendu tous ses efforts pour avoir son mot à dire dans la gestion des affaires du pays. Comme cette gestion n'est pas trop fameuse, il n'y a peut-être pas matière à s'en enorgueillir. On a partagé avec les diverses équipes gouvernementales une responsabilité qui n'est pas tellement légère. Il aurait peut-être mieux valu s'occuper davantage des affaires de la classe ouvrière. La création du *Conseil économique* de la nation a été un véritable succès, paraît-il; de même que la mise sur pied des *Comités d'entreprise*.

J'avoue ne pas m'être aperçu du succès remporté par le *Conseil économique*. Par contre, je puis dire à Bothereau que les *Comités d'entreprise* que j'ai eus sous les yeux m'ont rappelé une mise en garde que de vieux militants des métaux m'avaient faite il y a trente ans, au moment du mouvement pour les *Comités d'usine*. «*Les Comités d'usine auront tous les défauts des syndicats de maison*». Souvent, en effet, le résultat le plus frappant des *Comités d'entreprise*, c'est de faire accéder leurs secrétaires successifs à des postes de contremaître ou de chef de service. Résultat moins que huilant aux yeux des ouvriers de l'entreprise. Évidemment les *Comités d'entreprise* pourraient faire autre chose. Malheureusement ils ne le font pas. Ils ne le feront que dans la mesure où le mouvement syndical lui-même se sera retrempé dans l'esprit lutte de classes. Alors seulement il sera capable d'animer les *Comités d'entreprise*.

On s'étonne que l'élan vers F.O. soit retombé; il n'y aurait plus ruée vers la rue Mademoiselle. C'est assez naturel. Qu'a-t-on donné à ceux qui se sont présentés? Une grande espérance? Non pas. Une tâche à remplir? Pas même! On na donné à remplir qu'une fiche. Attendez, camarades, ceux qui se présentaient n'étaient pas de simples cotisants. C'étaient des hommes qui voulaient se donner à un grand mouvement et se battre contre tout ce qui menace la classe ouvrière. C'étaient, les uns des militants en herbe, les autres des militants chevronnés. Il fallait utiliser leur dévouement. J'ai peur qu'on ne l'ait pas fait. Ainsi risque de persister et même de s'aggraver un malaise entre les dirigeants et les militants de la base.

Rien n'est perdu; une maison comme celle-là ne se dresse pas en un jour. Ceux qui sont déjà venus reviendront. A une condition cependant, c'est que la maison soit attirante, qu'elle ne soit pas la chose exclusive de la vieille tendance réformiste, qu'elle veuille être de plus en plus la maison habitable pour toutes les tendances. Elle a peut-être moins de conditions à poser à son entrée que de garanties à donner. Qu'on y réfléchisse bien.

LE RÉFÉRENDUM DU LIVRE (14)...

Les résultats du référendum du Livre sont maintenant connus. Par 28.000 voix contre 18.000 les syndiqués du *Livre* ont décidé de rester à la C.G.T. Cela ne manquera pas de causer quelque surprise.

A quoi tient ce résultat? A des raisons particulières au *Livre*; à d'autres qui sont plus générales, celles mêmes que j'évoquais il y a un instant et qui viennent en somme d'être mises à l'épreuve. Quand en haut on réduit les causes de la scission à un désaccord assez peu important, il ne faut pas s'étonner que les syndiqués en bas ne comprennent plus. Quand la maison n'est pas rayonnante comment veut-on que les gens soient attirés? Disons que souvent dans les grandes circonstances les gens habiles sont extrêmement maladroits.

J'aurai été seul dans le *Livre*, je crois, à préconiser, moi qui n'appartiens, fichtre pas, à cette tendance, le ralliement à *Force Ouvrière*. Et je ne l'ai fait d'ailleurs qu'à l'atelier où je travaille et dans notre revue qui ne compte pas tellement de lecteurs dans le *Livre*. La plupart de mes camarades du syndicat des correcteurs étaient résolument pour l'autonomie. Ceux qui appartenaient à la tendance F.O. sont restés silencieux. On attendait que parle Brisset, l'ami et le successeur de Bothereau à l'Union départementale du Loiret. Il n'a pas donné signe de vie. Au moins publiquement. Pourtant le rôle important qu'il avait tenu au dernier congrès fédéral assurait qu'il serait écouté. Aucun des socialistes, assez nombreux dans le *Livre*, n'a élevé la voix non plus. Conséquence: l'autonomie, qui était une position centriste, a manqué d'une aile faisant contrepoids à l'aile stalinienne particulièrement active.

Il faut dire que pour beaucoup le succès de l'autonomie était assuré d'avance. La province l'imposait. On se basait sur le rapport des forces au dernier congrès fédéral à Saint-Étienne. Une importante majorité du *Comité fédéral* s'était prononcée pour l'autonomie, malgré le secrétaire Ehni, dans une déclaration publiée par l'imprimerie française.

Au référendum, les fédérés du Livre n'ont pas suivi la majorité de leur *Comité fédéral*. C'est la preuve qu'il y a quelque chose de changé dans le Livre. Liochon n'est plus là. Déjà, le *Comité fédéral* avait montré sa faiblesse. Jamais autrefois un *Comité fédéral du Livre* n'aurait accepté que son secrétaire cumulât deux fonctions: celle de secrétaire fédéral et celle de directeur de l'imprimerie de la C.G.T.

D'un côté action vive et sérieuse des partisans de la C.G.T. On pense bien qu'Ehni n'est pas resté inactif. Quant aux stalinien, ils en ont mis un bon coup. L'on a même pu constater que dans beaucoup d'ateliers, particulièrement dans le *Labeur*, les postes de délégués avaient été pris par eux. Quand les autres tendances n'ont plus de militants dévoués il est tout normal que les fonctions soient cueillies par ceux qui ont le plus d'activité.

Il ne faut pas oublier non plus que l'ancien syndicat des imprimeurs, devenu le *Syndicat général du Livre*, a toujours été situé à gauche des typos. C'est lui qui avait été, avec Dudilieux et Bourquart, à la base de l'ancienne *Fédération unitaire du Livre*. Il croit maintenir sa tradition. En réalité il ne s'aperçoit pas qu'il lui tourne le dos. Certaines de ses sections, comme les rotativistes, étaient pour l'autonomie. Ceux-ci ne paraissent pas avoir fait auprès des sections voisines l'effort de propagande dont ils ont été si souvent capables. Sans doute croyaient-ils la partie gagnée. C'est par les stalinien qu'elle a été gagnée.

Si cela donne à réfléchir aux camarades du Livre la leçon, si dure qu'elle soit, ne sera pas perdue. Le *Livre* reste à la C.G.T. Une bonne partie de ses éléments sera ainsi obligée de mener la lutte à l'intérieur. Voilà des années que les révolutionnaires du *Livre* étaient restés dispersés, sans organe et sans organisation. Eux aussi, depuis le *Cercle typographique* d'Allemagne, le Comité de vigilance de Normand, de Sergent, de Villeval, puis le C.S.R. de Godonnèche, ils ont une tradition. Ils vont devoir la réveiller.
